

Bonjour,

tout d'abord merci de nous avoir interpellés, en tant que candidats à l'élection législative des 12 et 19 Juin prochains, sur des sujets qui s'avèrent fondamentaux pour nous et qui sont d'ailleurs au cœur de notre programme.

Après 5 années d'une présidence Macron qui ont été vécues par beaucoup d'entre nous en apnée, avec un sentiment d'injustice générale grandissant allant jusqu'à une profonde souffrance pour une partie de la population, notamment pour certains corps de métier qui se sont vus malmenés et déconsidérés, alors que ce sont ceux- là mêmes qui sont au contact de l'Humain et donc qui nous sont réellement indispensables; aujourd'hui un espoir se fait jour pour revenir enfin à l'essentiel, pour retrouver l'harmonie, entre les êtres humains et avec la nature, pour en finir avec les maltraitances des politiques libérales qui nous gouvernent depuis trop longtemps, pour retrouver tout simplement la joie d'évoluer dans un monde qui nous ressemble et nous respecte. Ce beau jour est possible et il est à portée de main les 12 et 19 Juin, en faisant le choix de la Nouvelle Union Populaire, Ecologique et Sociale, le choix du rassemblement autour des valeurs fortes de démocratie, de justice sociale, d'écologie ou encore d'égalité. Notre programme est issu d'un travail collectif associant le rassemblement de plusieurs organisations politiques mais également de milliers de citoyennes et citoyens, acteurs associatifs, syndicaux, environnementaux, politiques.

Pour les retraités, oubliés, comme tant d'autres, du gouvernement Macron malgré ses belles promesses, nous souhaitons leur rendre la dignité et la sérénité souvent chèrement acquises après une vie de labeur. Pour cela, il faut avant tout restaurer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour tous, rétablir les facteurs de pénibilité supprimés par Mr Macron ou encore indexer le montant des retraites sur les salaires. Intégrer les années d'études dans le calcul des annuités pour la retraite est également une proposition qui pourra être portée à l'Assemblée Nationale.

Il s'agit, pour les étudiants et les jeunes en général, de construire leur autonomie. Ils doivent pouvoir mener sereinement leurs études et avoir un accès à l'emploi spécifique, sécurisé et encadré. Nous proposons de créer une allocation d'autonomie fixée au-dessus du seuil de pauvreté, de proposer des "emplois jeunes" d'une durée de 5 ans, d'augmenter les postes ouverts aux stages et leurs indemnités. Mais aussi de revaloriser au regard de l'inflation les APL réduites par Mr Macron, pour que chaque étudiant ait accès à un logement digne car des conditions de vie correctes sont indispensables à la réussite du parcours étudiant.

Pour augmenter le nombre de jeunes qualifiés, il est nécessaire de rétablir le diplôme national du baccalauréat, d'abroger les contre-réformes Blanquer du lycée et de la voie professionnelle, d'augmenter le nombre de lycées professionnels et agricoles publics, de créer des centres polytechniques professionnels, associant des formations publiques allant du CAP au BTS, de rétablir l'encadrement de la création de CFA sous l'autorité des régions. Mais également de refonder l'enseignement supérieur en supprimant la sélection à l'université aggravée par Parcoursup, en

instaurant la gratuité de la licence au doctorat ou en redonnant à l'enseignement supérieur et à la recherche les moyens nécessaires fondés sur des financements pérennes et une augmentation durable du budget des universités et des centres de recherche. Pour un accompagnement global de la santé et du bien-être des étudiants, nous proposerons de mettre en place un service de santé universitaire doté d'effectifs suffisants permettant l'accès gratuit à la santé, à la prévention et à un accompagnement psychologique.

Réduire le nombre de personnes privées d'emploi, c'est d'abord se poser la question de la réduction du temps de travail et d'un temps de travail choisi (plein ou à temps partiel). Le lancement de grands chantiers écologiques pour s'adapter au changement climatique ou réduire l'impact environnemental sera l'occasion de créer un million d'emplois.

Garantir un emploi stable pour chacun, c'est, entre autres, réaffirmer le CDI comme la forme normale et générale de travail et proposer aux contractuels des fonctions publiques d'être titularisés.

Il est nécessaire de rétablir une assurance-chômage protectrice en refusant la réforme Macron et en indemnisant les chômeurs en fonction de leurs derniers salaires et dès le premier jour de la fin de contrat, supprimer l'obligation d'accepter une soi-disant « offre raisonnable d'emploi », cesser la radiation des chômeurs à la première absence à un rendez-vous et en finir avec la logique de radiation au moindre prétexte pour faire baisser artificiellement les chiffres du chômage, mais aussi élargir la médecine du travail aux chômeurs.

Faire la sécurité sociale professionnelle c'est aussi garantir le maintien du revenu en cas de reconversion ou de formation, donner à chaque travailleur le droit à 36 heures de formation par an, librement utilisables dans le domaine de son choix. C'est encore créer une garantie d'emploi : tout chômeur de longue durée pourra se voir proposer un emploi utile dans un secteur d'urgence, rémunéré au moins au SMIC, financé par l'État et cohérent avec ses qualifications, son parcours professionnel et ses souhaits, ou suivre une formation qualifiante prise en charge à 100 %.

Concernant les fonctionnaires, on constate que la promesse du dégel du point d'indice recule à mesure que le temps passe. Les métiers de la santé, de l'éducation et des services administratifs ne font plus rêver bien qu'on ait pu enfin réaliser à quel point ils étaient indispensables lors de la crise covid. Il est nécessaire, et ce sont nos propositions chiffrées et économiquement viables, de revaloriser de 10% le point d'indice mais également de garantir une revalorisation annuelle en fonction de l'inflation. La situation est urgente, c'est pourquoi nous proposons un plan d'urgence sociale. 12 milliards d'euros, c'est le coût de l'opération, C'est aussi l'équivalent de ce que rapporterait le rétablissement d'un ISF au barème renforcé incluant un volet climatique. La NUPES a fait son choix.

Le métier d'enseignants ne fait plus rêver. Il suffit de constater les chiffres: 1/3 des inscrits seulement s'est présenté aux concours de Professeurs des 1er et 2nd degrés cette année. Dans certaines disciplines, le nombre d'admissibles était même inférieur aux besoins de terrain. La rentrée s'annonce encore plus difficile que ce que nous avons connu jusqu'à présent. Déconsidérés, malmenés, infantilisés, les professeurs

voient s'alourdir sans cesse leurs tâches sans jamais aucune reconnaissance à la clé.

Alors que le système éducatif français se positionne comme l'un des plus inégalitaires de l'OCDE et que le métier d'enseignant traverse une profonde crise, les chantiers sont nombreux pour reconstruire une école globale pour l'égalité et l'émancipation. Il s'agit bien sûr d'augmenter les recrutements d'enseignants ainsi que leurs salaires, mais aussi de reconnaître pleinement et de revaloriser le rôle éducatif majeur du personnel non enseignant; sans oublier de titulariser les AESH pour réaliser concrètement l'accueil des élèves porteurs de handicap.

Reconstruire une école globale pour l'égalité et l'émancipation, c'est aussi réduire partout les effectifs pour faire mieux que la moyenne européenne, qui est actuellement à 19 élèves par classe et rétablir les RASED. C'est établir une nouvelle carte scolaire intégrant les établissements privés, et une carte de l'éducation prioritaire qui réponde aux besoins éducatifs et mette fin à la ségrégation scolaire, en concertation avec les collectivités, syndicats et associations de parents d'élèves. C'est encore moduler le financement des établissements privés sous contrat en fonction de leur respect de la carte scolaire et des obligations de mixité scolaire.

Il est urgent de revaloriser les personnels de l'Éducation nationale et de renforcer les moyens, et pour cela, rattraper et mettre fin au gel du point d'indice, revaloriser les grilles salariales en engageant une négociation avec les organisations syndicales, adopter un plan pluriannuel de recrutement pour l'ensemble des concours, avec un dispositif de prérecrutement au métier d'enseignant favorisant l'accès des jeunes de tous les milieux sociaux, créer des écoles professionnelles de l'enseignement, mais aussi renforcer partout les effectifs de la vie scolaire et reconnaître leur rôle pédagogique (assistants d'éducation, assistants pédagogiques). Recruter 30 000 personnels statutaires dans l'enseignement supérieur et la recherche en cinq ans, mettre fin à leur précarité par la titularisation et revaloriser tous les personnels, y compris techniques et administratifs fait également partie de nos positions.

Mettre fin aux évaluations et aux contrôles permanents en affirmant la liberté pédagogique, redéfinir les relations entre la hiérarchie et les personnels pour en finir avec le management descendant à l'origine de nombreuses souffrances au travail est également une nécessité, tout comme le fait de créer un véritable service public d'accompagnement des élèves en situation de handicap, avec un nouveau corps de fonctionnaires, en formant et titularisant les actuels AESH avec une vraie reconnaissance salariale et professionnelle afin de reconnaître leur rôle indispensable auprès des élèves en situation de handicap et des enseignants.

Mettre en place une aide administrative et éducative aux directeurs d'école et améliorer le mode de décharge d'enseignement pour tous les directeurs d'écoles maternelle et élémentaire, renforcer la médecine scolaire en garantissant le nombre de personnels par établissement, renforcer et revaloriser les professions d'ATSEM, de CPE et d'AED, de Psy-En et d'assistants sociaux qui participent grandement à la réussite et à l'épanouissement des élèves et sont, comme les enseignants, des maillons indispensables dans la chaîne de l'éducation font aussi partie de nos priorités.

Enfin, restaurer le cadre national du service public d'éducation signifie pour nous de garantir le caractère unifié du service public de l'éducation nationale sur les contenus d'enseignement, les modalités de recrutement et les statuts des personnels mais

aussi abroger les contre réformes Blanquer du lycée et de la voie professionnelle ou encore construire de nouveaux établissements et rénover le bâti existant afin de prendre en compte les enjeux sanitaires et environnementaux (désamiantage notamment).

Transformer l'école, c'est offrir à chaque élève un cadre propice pour son épanouissement, à chaque personnel un environnement offrant des conditions de travail respectueuses de leur engagement quotidien. Des effectifs réduits, des espaces végétalisés, des lieux pour se détendre, et participer à la vie de l'établissement, des équipements sportifs et culturels ainsi que des équipements sanitaires accessibles, correctement équipés. C'est revenir à ses principes fondateurs d'égalité des chances, de mixité sociale, d'éducation à la tolérance.

Réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes et ne plus en faire une belle promesse passe, pour nous, par des actions concrètes telles qu'adopter une loi de lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes, et allouer le milliard de budget demandé par les associations notamment en matière de formation et de places d'hébergement. Mais aussi imposer et faire appliquer la parité entre les femmes et les hommes dans les directions des institutions politiques, administratives, économiques, syndicales et associatives, renforcer le planning familial et les associations qui agissent pour l'égalité, lutter contre le temps partiel contraint qui à 80 % touche des femmes ou allonger la durée des congés parentalité, et les rendre identiques pour les deux parents en les alignant par le haut. C'est encore rembourser le traitement hormonal de la ménopause, soutenir la recherche médicale sur les maladies gynécologiques (endométriose, SOPK, etc.) afin d'améliorer leur prise en charge et leur traitement ou renforcer le réseau des centres IVG en ouvrant un centre par hôpital et supprimer la double clause de conscience des médecins. Mais c'est également mettre en œuvre un plan de lutte contre le harcèlement sexiste et les agressions sexuelles et lutter contre les stéréotypes de genre à l'école.

L'écologie est enfin un cheval de bataille qui compte des dizaines de mesures dans le programme de la NUPES. La principale étant d'inscrire dans la Constitution la règle verte, qui impose de ne pas prendre plus à la nature que ce qu'elle peut reconstituer. Il s'agit également d'engager et d'organiser la planification écologique à toutes les échelles du pays et avec toutes les entités, principalement les entreprises, en les contraignant davantage sur leurs émissions de gaz à effet de serre. La Nupes entend par ailleurs créer 300 000 emplois agricoles pour développer les circuits courts, engager un plan de dépollution des façades maritimes de la France, supprimer les lignes aériennes quand le trajet peut être fait en moins de trois heures en train et rouvrir les petites lignes ferroviaires. Le programme prévoit également des mesures pour une France "zéro déchet" (interdire l'obsolescence programmée, baisser la TVA sur les services de réparation,...), mais aussi contre la malbouffe (interdiction d'additifs notamment). Porter l'alimentation dans les cantines scolaires à 100 % biologique et locale, réduire la part des protéines carnées au profit des protéines végétales et imposer une option végétarienne quotidienne sont au cœur de nos préoccupations.

En étant élus les 12 et 19 Juin prochains, nous ferons une grande place, dans les travaux législatifs de l'Assemblée, à l'initiative parlementaire. La majorité de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale conservera tout au long du mandat des liens très forts avec la société civile et notamment le monde syndical, associatif, les ONG, les collectifs en lutte, les intellectuels, etc. Son intergroupe se réunira régulièrement avec le Parlement de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale pour nourrir le débat parlementaire des aspirations et des réflexions de ces forces vives.

C'est déjà dans cette optique que nous sommes ravis d'avoir pu développer avec vous certains points de notre programme qui nous tiennent particulièrement à coeur et que nous restons à votre disposition pour échanger sur ces thématiques qui nous concernent toutes et tous, qui ont trop longtemps été écartées du débat politique et malmené des professionnels qui sont par ailleurs chaque jour sur le terrain pour assurer l'épanouissement pédagogique, social, et culturel des futures générations, celles qui n'ont pas encore le droit de vote mais qui vont créer le monde de demain. Un monde que nous souhaitons leur laisser en état de fonctionnement sain et durable, avec bien davantage de justice sociale et moins de discriminations en tout genre; un monde que nous voulons tourné vers l'Humain qui en est la véritable richesse.

Bien à vous,

Vincent Bony et Ramona Gonzalez Grail

Candidats de la NUPES aux Elections Législatives dans la 3ème circonscription de la Loire